

Rapport annuel Jahresbericht

—
2022



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal pénal des mineurs TPM
Jugendstraengericht JSG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Tribunal pénal des mineurs	4
1.1.1	Partie générale	4

1.1	Jugendstraengericht	8
1.1.1	Allgemeiner Teil	8
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	11

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2022 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont à notre connaissance correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le

Signatures

Rapport sur l'activité 2022

1.1 Tribunal pénal des mineurs

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Personnel

1.1.1.1.1 Composition du Tribunal des mineurs

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022
Boillat Zaugg Sandrine	Juge	0.8	0.8
Dougoud Pierre-Laurent	Juge	1.0	1.0
Lehmann Arthur	Juge	0.5	0.5
Total EPT au 31.12.		2.3	2.3

Conformément à l'art. 21 al. 2 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010, Mme. Sandrine Boillat Zaugg a, en 2022, assuré la Présidence administrative du Tribunal des mineurs.

Juges-asseesseurs à titre accessoire au 31.12.

- > Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Assesseurs
- > Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Assesseurs suppléants

1.1.1.1.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2021	2022
Total EPT Greffiers (postes permanents)	4	3.9
Total EPT Stagiaires juristes	2	2
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	6.4	6.5
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs	1	1
Total	13.4	13.4

1.1.1.1.2.1 Greffiers

M. David Kaelin a poursuivi son activité de greffier-chef en diminuant son taux de 100% à 90%.

Mme Christine Bürgisser (70%), Mme Violaine Butty Mettraux (50%) et Mme Laura Dingas (100%) ont poursuivi leur activité de greffière au sein du Tribunal.

M. Jonas Petersen (80%) a démissionné pour le 31 mai 2022. Le poste a été repris par Mme Camille Mauron (80%) en date du 16 août 2022. Afin de palier la vacance, celle-ci a temporairement augmenté son taux d'activité de 20%, et ce, jusqu'au 31 décembre 2022.

1.1.1.1.2.2 Intervenants en protection de l'enfant (IPE)

Trois intervenantes en protection de l'enfant travaillent auprès du Service social du Tribunal des mineurs, à savoir Mme Antoaneta Zadory à 90%, Mme Corina Zurkinden à 50% et Mme Isabelle Vauthey à 60%. M. Théo Dafflon décharge les intervenantes en protection de l'enfant d'une partie de leurs tâches administratives grâce à son activité à 50% au Service social.

1.1.1.1.2.3 Chef.fe de bureau

Actuellement, aucune personne n'occupe ce poste. La Direction du TPM a choisi de ne pas recruter de chef.fe de bureau pour l'instant. Les responsabilités ont été majoritairement reprises par le greffier-chef, qui peut compter sur M. Théo Dafflon (à 40%) pour le décharger d'une partie de ses tâches administratives.

1.1.1.1.2.4 Secrétaires

Mme Maria Meyer (70%), Mme Monique Walther (80%), Mme Linda Künzi (50%) et M. Baptiste Monney (60%) ont poursuivi leur activité de secrétaire de Juge durant l'année 2022.

Mme Ludivine Monney, collaboratrice financière à 100%, a également poursuivi son activité.

1.1.1.1.2.5 Stagiaires

Ont effectués un stage de greffier à 100% : MM Colin Mayeux et Fabian Kolly du 1^{er} septembre 2021 au 28 février 2022, Mme Valentina Marthaler et Amandine Eggenschwiler du 1^{er} mars au 31 août 2022, Mmes Julia Rauber et Justine Hischier du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023.

Mme Lilia Deppierraz, stagiaire 3+1, a terminé son stage le 31 juillet 2022, après avoir achevé sa formation avec succès.

Mme Marine Birbaum est entrée en fonction le 1^{er} août 2022, en qualité de stagiaire 3+1.

1.1.1.2 Commentaires de la statistique

En 2022, le Tribunal des mineurs a été saisi de 1850 nouvelles affaires (2021 : 1636), lesquelles ont concerné 1189 mineurs (2021 : 1083). Cela représente une augmentation, par rapport à l'année précédente, de 13,3%, respectivement 9,7%. Le nombre de décisions rendues en 2022, sans les décisions rendues par le Juge des mineurs en qualité d'Autorité d'exécution, est de 2433. Depuis l'entrée en vigueur du CPP, en 2011, cela représente une augmentation de décisions rendues de 30% (2011 : 1906) ; depuis cette même date, le nombre d'affaires enregistrées a augmenté de 30% également. Quant au nombre de mineurs dénoncés, il est passé de 1054 en 2011 à 1189 en 2022, soit une augmentation de 11,3 %. Ces chiffres démontrent qu'un certain nombre de mineurs se sont ancrés dans une trajectoire délictueuse et commettent des infractions à répétition. Le nombre de décisions, d'affaires et de mineurs dénoncés avait atteint un pic durant l'année 2019, puis il a connu une baisse en 2020 en raison essentiellement de la pandémie ;

une nouvelle courbe ascendante est observée depuis 2021, à l’instar des statistiques fédérales en matière de criminalité juvénile.

Entre 2021 et 2022, la part des enfants et adolescents auteurs d’infractions de moins de 15 ans a augmenté de 32,7 % (de 321 à 426). Cette tendance se dégage également de manière claire des statistiques fédérales qui ont montré, en 2021, que la proportion des mineurs de moins de 15 ans est en hausse ; à l’échelle nationale, elle a atteint 39% en 2021 contre 19% en 2018. Ce constat inquiétant démontre que les mécanismes de détection précoce et de prévention auprès des enfants doivent être renforcés.

S’agissant de la nature des infractions commises, les hausses les plus marquées concernent les agressions, la pornographie, les voies de fait, les lésions corporelles simples, les incendies intentionnels et les contraventions à la loi fédérale sur les stupéfiants.

Les mises en détention provisoire ont doublé entre 2021 et 2022. La détention provisoire a en effet été ordonnée dans 35 situations en 2022, contre 17 en 2021. Les placements provisionnels ont également légèrement augmenté, puisqu’ils ont concerné 19 mineurs contre 14 l’année précédente.

La conversion des amendes impayées en peine privative de liberté a doublé (15 mineurs contre 7 l’année précédente). La conversion des prestations personnelles de travail en amendes a en revanche diminué de moitié (11 contre 20 l’année précédente). L’exécution des peines prononcées a pour le reste abouti, étant précisé que d’importants aménagements, arrangements de paiements, convocations répétées et audiences de l’Autorité d’exécution ont parfois été nécessaires.

1.1.1.3 Remarques générales

Mesures

Les difficultés liées à la mise en œuvre des mesures de protection, déjà relevées dans les rapports annuels 2019, 2020 et 2021, sont demeurées les mêmes en 2022, s’agissant en particulier des placements fermés (garçons et filles), des placements thérapeutiques et des observations. Il y est donc fait référence. Il convient néanmoins d’ajouter que le projet de réouverture du Foyer de Prêles, qui constituait une alternative attendue au foyer éducatif fermé de Pramont, semble se diriger vers un échec. Le projet/foyer Time Up (4 places fermées pour filles) ne devrait en outre être opérationnel qu’en 2024. La situation est donc très critique.

Alors même qu’une complexification des cas est constatée, avec notamment la répétition d’infractions commises en cours de procédure, un positionnement identitaire gravement déficient et une absence de liens porteurs de sens avec la société, la Justice des mineurs fait face, depuis plusieurs années, à un grave déficit de solutions éducatives et thérapeutiques. Son action s’en trouve ainsi réduite de manière significative. Il est donc, dans ce contexte, plus que jamais nécessaire de s’interroger sur l’efficacité des mesures et des peines existantes, de rechercher des solutions innovantes et de déterminer des axes de prises en charge complémentaires et nouveaux, afin d’accompagner de manière efficace les mineurs en situation de délinquance. Cet accompagnement impose de comprendre les processus maintenant les mineurs dans une dynamique transgressive et de reconnaître les changements et l’évolution que connaît notre société.

Peines

1163 ordonnances pénales et 9 jugements du Tribunal des mineurs ont été rendus en 2022. Les jours de prestations personnelles de travail prononcés ont atteint 848,5 jours, ce qui représente une légère hausse par rapport à l’année 2021 (820 jours). Le réseau, essentiellement bénévole, qui permet d’exécuter ces journées de travail de 8 heures doit ainsi continuellement être étendu. La majorité des personnes accompagnant les mineurs condamnés à effectuer des prestations personnelles ne sont pas issus des milieux éducatifs.

20 adolescents ont été inscrit au casier judiciaire en 2022.

Le nombre de jours de peines privatives de liberté fermes prononcées en 2022 se montent à 954 et le nombre de jours de peines privative de liberté prononcées avec sursis à 447.

Conclusions

Le Tribunal pénal des mineurs est parvenu à maintenir un travail de qualité malgré la charge de travail conséquente. La charge maximale de travail, à tous les niveaux de fonction, est toutefois atteinte. Les trois Juges des mineurs, aux taux de 230%, ont eu en 2022 une charge annuelle, sans tenir compte des dossiers de l'Autorité d'exécution qui ne sont pas comptabilisés, de 804 nouveaux dossiers (Juge à 100%), respectivement 644 dossiers (Juge à 80%) et 402 dossiers (Juge à 50%). Ils se répartissent en outre la permanence au pro rata de leur taux d'activité ainsi que les tâches liées à la participation du Tribunal des mineurs à 16 groupes de travail et commissions. Le nombre d'audiences n'a en conséquence pas pu être augmenté, alors même que celles-ci constituent le cœur même du travail de la Justice des mineurs et sont un levier important pour éviter que les mineurs dénoncés ne s'enracinent de manière durable dans un parcours déviant.

Depuis 2019, le Tribunal des mineurs a procédé à une analyse approfondie de ses processus. L'implémentation de nouveaux processus arrivera à son terme dans le 1^{er} semestre 2023. Le Tribunal des mineurs a également opéré des changements dans son organigramme afin d'exploiter au mieux les ressources existantes et les compétences de ses collaborateurs. Les effectifs actuels ne permettront toutefois pas d'absorber la hausse prévisible des cas. Une comparaison avec les cantons romands, sans Neuchâtel qui n'a pas instauré de Tribunal des mineurs et qui confie la charge de la poursuite pénale des mineurs aux Tribunaux d'arrondissements, montre que la dotation en postes de Juge au Tribunal pénal des mineurs est inférieure et insuffisante à Fribourg. Ainsi, mis en relation avec la population de chaque canton, le canton de Fribourg dispose d'un poste de Juge des mineurs à plein temps pour 143'332 habitants (total EPT Juges FR : 2,3), alors que Genève dispose d'un poste à plein temps pour 73'131 habitants (total EPT Juges GE : 7), le Valais d'un poste à plein temps pour 92'949 habitants (total EPT Juges VS : 3,8) et Vaud d'un poste à plein temps pour 137'313 habitants (total EPT Juges VD : 6). Le constat de sous-dotation dans le canton de Fribourg est valable également pour la fonction d'Intervenant.e en protection de l'enfant ; en effet, le Tribunal pénal des mineurs du canton de Fribourg dispose d'un EPT pour 164'832 habitants (total EPT IPE FR : 2), contre un EPT pour 106'605 habitant à Genève (total EPT IPE GE : 4,8), un EPT pour 117'697 habitants dans le canton de Vaud (total EPT IPE VD : 7) et un EPT pour 141'283 habitants en Valais (total EPT IPE VS : 2,5).

La création d'une cellule judiciaire complète (Juge, greffier.ère, secrétaire) doit être envisagée au plus court terme possible, ce d'autant plus que les effectifs de la Brigade des mineurs sont en cours d'augmentation. Seule cette mesure permettra d'accompagner et de sanctionner avec célérité et efficacité les mineurs en situation de délinquance.

1.1 Jugendstrafgericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Personal

1.1.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts

Berufsrichter/innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2021	2022
Boillat Zaugg Sandrine	Richterin	0.8	0.8
Dougoud Pierre-Laurent	Richter	1.0	1.0
Lehmann Arthur	Richter	0.5	0.5
Total VZÄ am 31.12.		2.3	2.3

Gemäss Art. 21 Abs. 2 des Justizgesetzes, welches seit dem 31. Mai 2010 in Kraft ist, führte Frau Sandrine Boillat Zaugg im Jahr 2022 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten.

Beisitzer/innen - nebenberuflich am 31.12.

- > Gisèle Cotting Morf, Irène Hämmerli, Claude Pauchard, Claudine Perroud, Beisitzer/innen
- > Brigitte Bauer, Mario Bugnon, Sylvie Gobet, Nicolas Rime, Ersatzbeisitzer/innen

1.1.1.1.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2021	2022
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	4	3.9
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	2	2
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	6.4	6.5
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	1	1
Total	13.4	13.4

1.1.1.1.2.1 Gerichtsschreiberei

Herr David Kaelin, Chef-Gerichtsschreiber, hat sein Pensum von 100% auf 90% reduziert.

Frau Christine Bürgisser Gaiardo (70%), Frau Violaine Butty Mettraux (50%) und Frau Laura Dingas (100%) sind nach wie vor als Gerichtsschreiber/innen am Jugendgericht tätig.

Herr Jonas Petersen (80%) hat sein Anstellungsverhältnis per 31. Mai 2022 gekündigt. Die Stelle wurde am 16. August 2022 von Frau Camille Mauron (80%) übernommen. Um die Vakanz wettzumachen, wurde ihr Arbeitspensum bis 31. Dezember 2022 um 20% erhöht.

1.1.1.1.2.2 Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Der Sozialdienst des Jugendgerichts besteht aus drei Fachpersonen für Kinderschutz, nämlich Frau Antoaneta Zadory (90%), Frau Corina Zurkinden (50%) und Frau Isabelle Vauthey (60%). Herr Théo Dafflon arbeitet zu 50% für den Sozialdienst und übernimmt einen Teil der administrativen Aufgaben.

1.1.1.1.2.3 Bürochef/in

Derzeit ist diese Stelle nicht besetzt. Die Direktion des JSG hat beschlossen, einstweilen keine/n Bürochef/in zu rekrutieren. Die Aufgaben wurden mehrheitlich vom Chef-Gerichtsschreiber übernommen, welcher in einigen administrativen Aufgaben von Herrn Théo Dafflon (40%) unterstützt wurde.

1.1.1.1.2.4 Verwaltungssachbearbeiter/innen

Frau Maria Meyer (70%), Frau Monique Walther (80%), Frau Linda Künzi (50%) und Herr Baptiste Monney (60%) arbeiteten nach wie vor als Richter-Sekretärin/Sekretär im 2022.

Frau Ludivine Monney arbeitete nach wie vor in einem 100%-Pensum als Finanzangestellte.

1.1.1.1.2.5 Praktikant/innen

Folgende Personen haben ein Praktikum zu 100% absolviert: Herr Colin Mayeux und Herr Fabian Kolly, zwischen dem 1. September 2021 und dem 28. Februar 2022, Frau Valentina Marthaler und Frau Amandine Eggenschwiler, zwischen dem 1. März und dem 31. August 2022 sowie Frau Justine Hischier und Frau Julia Rauber, zwischen dem 1. September 2022 und dem 28. Februar 2023.

Frau Lilia Deppierraz, Praktikantin 3+1, hat ihr Praktikum nach erfolgreichem Abschluss ihrer Ausbildung am 31. Juli 2022 beendet.

Frau Marine Birbaum hat ihr Praktikum 3+1 am 1. August 2022 begonnen.

1.1.1.2 Kommentare zur Statistik

Im Jahre 2022 wurden beim Jugendgericht 1850 Angelegenheiten anhängig gemacht (2022 : 1636), welche 1189 Minderjährige betrafen (2021 : 1083). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme um 13.3%, respektive 9.7% dar. Die Jugendrichter erliessen im Berichtsjahr insgesamt 2433 Entscheide. In diesen Zahlen sind die Entscheide der Jugendrichter als Vollzugsbehörde nicht enthalten. Seit dem Inkrafttreten der StPO im Jahre 2011 nahmen die Entscheide um 30% zu (2011 : 1906). Auch die anhängig gemachten Angelegenheiten nahmen um 30% zu. Was die Anzahl der verzeigten Minderjährigen anbelangt, so ist eine Zunahme um 11.3% zu verzeichnen (1054 im Jahre 2011; 1189 im Jahre 2022). Diese Zahlen zeigen auf, dass eine gewisse Anzahl Minderjähriger eine kriminelle Laufbahn eingeschlagen haben und wiederholt Straftaten begehen. Die Anzahl erlassener Entscheide, anhängig gemachter Fälle und verzeigter Minderjähriger hatte ihren Höhepunkt im Jahre 2019 und nahm dann im Jahre 2020 wieder ab, was grundsätzlich auf die Auswirkungen der Pandemie zurückzuführen ist. Seit 2021 ist erneut eine Aufwärtstendenz zu verzeichnen. Dies kann auch der eidgenössischen Statistik betreffend Jugendkriminalität entnommen werden.

Zwischen 2021 und 2022 hat die Anzahl unter 15-jähriger Täter um 32.7% zugenommen (von 321 auf 426). Diese Tendenz ist auch deutlich in der eidgenössischen Statistik wieder zu finden, welche im Jahre 2021 aufgezeigt hat, dass der Anteil der unter 15-jährigen Minderjährigen zugenommen hat. So wurde auf nationaler Ebene im Jahre 2021

eine Zunahme von 39% und im Jahr 2018 eine Zunahme um 19% verzeichnet. Diese besorgniserregende Feststellung zeigt auf, dass Erkennungs- und Warnmechanismen sowie Präventionsarbeit bei Kindern verbessert werden müssen.

Bezüglich der Arten der Straftaten haben vor allem Angriff, Pornografie, Tötlichkeiten, einfache Körperverletzung, Brandstiftung und Übertretungen gegen die Betäubungsmittelgesetzgebung zugenommen.

Die Anordnung von Untersuchungshaft hat sich zwischen 2021 und 2022 verdoppelt. So wurde im Berichtsjahr in 35 Fällen und im Jahre 2021 in 17 Fällen Untersuchungshaft angeordnet. Auch die vorsorglichen Platzierungen haben leicht zugenommen, wurden doch im Berichtsjahr 19 und im Vorjahr 14 Minderjährige platziert.

Die Umwandlung der unbezahlten Bussen in Freiheitsentzug hat sich verdoppelt (15 Minderjährige im Berichtsjahr zum Vergleich 7 Minderjährige im Vorjahr). Hingegen hat die Umwandlung der Arbeitsleistungen in Busse um die Hälfte abgenommen (11 gegen 20 im Vorjahr). Der Vollzug der übrigen ausgesprochenen Strafen war erfolgreich, wobei zu erwähnen ist, dass teils erhebliche Anpassungen, Zahlungsmodalitäten, wiederholte Vorladungen und Anhörungen durch die Vollzugsbehörde notwendig waren.

1.1.1.3 Allgemeine Bemerkungen

Massnahmen

Die mit der Umsetzung der Schutzmassnahmen verbundenen Schwierigkeiten wurden bereits in den Jahresberichten 2019, 2020 und 2021 hervorgehoben und sind auch im Berichtsjahr aktuell. An dieser Stelle sei insbesondere auf die Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung (Mädchen und Knaben), die Unterbringung in einer Behandlungseinrichtung sowie Beobachtungen hinzuweisen. Es wird auf die vorherigen Berichte verwiesen.

Allerdings ist zu ergänzen, dass das Projekt der Wiedereröffnung des Jugendheims Prêles/BE, welches eine Alternative zur geschlossenen Einrichtung in Pramont sein sollte, zu scheitern droht. Im Übrigen dürfte das Projekt Time Up (4 Plätze im geschlossenen Rahmen) erst im Jahre 2024 operationell sein. Die Situation ist also äusserst schwierig.

Obwohl die Fälle immer komplexer werden, namentlich wegen wiederholter Begehung von Straftaten in hängigen Strafverfahren, schwer defizitärem Verhalten, das sich nicht zu Letzt in Protestbekundungen gegen die Gesellschaft äussert, sieht sich die Jugendgerichtsbarkeit seit mehreren Jahren mit einem gravierenden Mangel an erzieherischen und therapeutischen Lösungen konfrontiert und ist in ihrem Handeln signifikant eingeschränkt.

Vor diesem Hintergrund erscheint es nötiger denn je, die Wirksamkeit der Massnahmen und der zur Verfügung stehenden Strafarten zu hinterfragen, innovative Lösungen zu finden sowie ergänzende und neue Ziele festzusetzen, um delinquente Jugendliche effizient begleiten zu können. Diese Begleitung setzt voraus, Entwicklung und Wandlung unserer Gesellschaft zu erkennen und verstehen zu können, weshalb sich Minderjährige nonkonform verhalten.

Strafen

Im Berichtsjahr wurden 1163 Strafbefehle und 9 Urteile des Jugendgerichts ausgesprochen. Bei den Arbeitsleistungen ist im Vergleich zum Vorjahr eine leichte Zunahme zu verzeichnen (848.5 Tage im Berichtsjahr, 820 Tage im Jahre 2021). Das Netzwerk, welches im Wesentlichen aus ehrenamtlich Tätigen besteht und die Möglichkeit bietet, die Arbeitstage à 8 Stunden zu vollziehen, gilt es fortlaufend zu erweitern. An dieser Stelle ist zu erwähnen, dass die Mehrzahl der Personen, welche die zu einer Arbeitsleistung verurteilten Minderjährigen begleiten, nicht aus dem Bildungswesen stammen.

Im Jahre 2022 wurden 20 über 10-Jährige im Strafregister eingetragen. Insgesamt wurden im Jahre 2022 954 Tage Freiheitsstrafe unbedingt sowie 447 Tage Freiheitsstrafe bedingt ausgesprochen.

Schlussbemerkung

Trotz hoher Arbeitsbelastung war das Jugendgericht in der Lage, qualitativ hochstehende Arbeit zu verrichten. Die maximale Arbeitsbelastung ist jedoch auf allen Funktionsstufen erreicht. Die drei Jugendrichter haben zusammen ein Pensum von 230%. Im Berichtsjahr wurden beim vollzeitlich arbeitenden Richter 804 neue Fälle, respektive bei der zu 80% arbeitenden Richterin 644 neue Fälle und 402 neue Fälle beim halbzeitlich arbeitenden Richter anhängig gemacht. In diesen Zahlen sind die Dossier der Vollzugsbehörde nicht berücksichtigt. Des Weiteren teilen sich die Richter den Pikettdienst gemäss ihrem Tätigkeitsgrad sowie die Aufgaben, welche mit der Mitwirkung des Jugendgerichts in 16 Arbeitsgruppen und Kommissionen verbunden sind. Es konnten daher keine vermehrten Anhörungen der Jugendlichen durchgeführt werden, obwohl diese das Kernstück der Jugendgerichtsbarkeit ausmachen und ein wichtiger Hebel sind, verzeigte Minderjährige davon abzuhalten, vom Weg abzukommen.

Seit 2019 führt das Jugendgericht eine eingehende Analyse der Arbeitsprozesse durch. Die Umsetzung der Neuerungen läuft im 1. Semester 2023 aus. Um die zur Verfügung stehenden Ressourcen und Arbeitsleistungen der Mitarbeiter bestmöglich zu nutzen, hat das Jugendgericht auch Veränderungen in seinem Organigramm vorgenommen. Der gegenwärtige Personalbestand erlaubt es hingegen nicht, die absehbare Zunahme der Fälle bewältigen zu können. Ein Vergleich mit den Westschweizer Kantonen zeigt auf, dass die Richter des Jugendgerichts Freiburg unterdotiert sind. Bei diesem Vergleich wurde der Kanton Neuenburg nicht berücksichtigt, da es in diesem Kanton kein Jugendgericht gibt und die Strafverfolgung von den jeweiligen Bezirksgerichten übernommen wird. Im Verhältnis zur Wohnbevölkerung der anderen Westschweizer Kantone entspricht im Kanton Freiburg eine Richterstelle à 100% 143'332 Einwohnern (Total VZÄ Richter FR : 2.3), während der Kanton Genf über eine Vollzeit Richterstelle pro 73'131 Einwohner verfügt (Total VZÄ Richter GE : 7), der Kanton Wallis über einen Richter à 100% pro 92'949 Einwohner (Total VZÄ Richter VS : 3.8) und der Kanton Waadt über eine Vollzeitstelle pro 137'313 Einwohner (Total VZÄ Richter VD : 6) verfügt. Die personelle Unterdotierung im Kanton Freiburg betrifft auch die Fachpersonen für Kinderschutz (IPE). In der Tat verfügt das Jugendgericht des Kantons Freiburg über 1 VZÄ für 164'832 Einwohner (Total VZÄ IPE FR : 2), während der Kanton Genf über 1 VZÄ für 106'605 Einwohner (Total VZÄ IPE GE : 4.8), der Kanton Waadt über 1 VZÄ für 117'697 Einwohner (Total VZÄ IPE VD : 7) und der Kanton Wallis über 1 VZÄ für 141'283 Einwohner (Total VZÄ IPE VS : 2.5) verfügt.

Das Personal der Jugendbrigade der Kantonspolizei ist dabei aufgestockt zu werden, weshalb in nächster Zeit parallel auch die Schaffung einer neuen Zelle, bestehend aus 1 Richter/in, 1 Gerichtsschreiber/in und eine/r/m Sekretär/in in Betracht gezogen werden muss. Nur so kann die Begleitung und Sanktionierung von straffälligen Minderjährigen unverzüglich und effizient gewährleistet werden.

1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.2.1 Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2021	2022
Entrées / Neueingänge	1636	1850
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	1083	1189

Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht	2021	2022
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	321	426
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1311	1424
Filles / Mädchen	334	395
Garçons / Knaben	1298	1455

Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache	2021	2022
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	202	202
soit le en %/ d.h. in %	12.4%	10.9%
Mineurs de langue française / Minderjährige französischer Sprache	1430	1648
soit le en %/ d.h. in %	87.6%	89.1%

Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz	2021	2022
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	256	306
Sarine-Campagne / Saane-Land	389	370
Singine / Sense	97	79
Gruyère / Greyerz	260	314
Lac / See	155	190
Broye / Broye	112	126
Glâne / Glane	102	91
Veveyse / Vivisbach	64	128
Autres cantons / Andere Kantone	142	200
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	40	23
Total	1617	1827

1.1.2.2 Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

	2021	2022
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	161	155

1.1.2.3 Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2021	2022
Détention provisoire / Untersuchungshaft	17	35
Observation / Beobachtung	5	0
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	14	19
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	3	9

1.1.2.4 Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2022 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant :

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2022 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2021	2022
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	90	75
Classement / Einstellung	72	116
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	42	48
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	59	47
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) / Einstellung anstatt einer Strafbefreiung	17	2
Suspension / Sistierung	29	26
Dessaisissements / Abtretungen	136	178
Ordonnances pénales / Strafbefehle	966	1163
Renvois devant le Juge ou devant le Tribunal / Überweisung an den Richter oder das Gericht	6	3
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	792	777
Total	2209	2433

1.1.2.5 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.2022) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.2022)

	2021	2022
Nombre d'affaires déléguées par les juges / Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten	73	60
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	80	80

	2021	2022
Processus ayant conduit à un accord de médiation / Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben	43	40
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	51	49

	2021	2022
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben	16	16
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	17	24

	2021	2022
Processus en cours au 31 décembre 2021 / per 31. Dezember 2021 hängige Verfahren	36	44
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	41	46

1.1.2.6 Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2021	2022
Nombre des réunions du Tribunal / Anzahl Tagungen des Gerichts	6	11
Nombre de mineurs jugés / Anzahl verurteilte Minderjährige	6	9

1.1.2.7 Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

1.1.2.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

Contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben	2021	2022
Homicide par négligence / Fahrlässige Tötung	1	0
Complicité de meurtre / Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung	0	0
Infanticide / Kindestötung	0	0
Lésions corporelles simples / Einfache Körperverletzung	31	43
objet dangereux / gefährlicher Gegenstand	1	
Lésions corporelles graves / Schwere Körperverletzung	0	2
tentative / Versuch	0	1
Lésions corporelles par négligence / Fahrlässige Körperverletzung	1	1
Voies de fait / Tötlichkeiten	30	58
Mise en danger de la vie d'autrui / Gefährdung des Lebens	0	0
Omission de prêter secours / Unterlassung der Nothilfe	0	0
Fausse alerte / Falscher Alarm	4	0
Rixe / Raufhandel	11	7
Agression / Angriff	5	22
Remise de substances nocives / Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe	0	4

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen	2021	2022
Appropriation illégitime / Unrechtmässige Aneignung	10	12
Abus de confiance / Veruntreuung	1	2
Vol / Diebstahl	107	99
simple / einfacher	105	97
en bande / bandenmässiger	2	1
par métier / gewerbsmässiger	0	1
au préjudice des proches / zum Nachteil eines Angehörigen	0	0
Tentative de vol / Diebstahlversuch	1	0
simple / einfacher	1	0
en bande / bandenmässiger	0	0
par métier / gewerbsmässiger	0	0
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	2	0
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	10	25
Brigandage / Raub	10	18
avec arme / bewaffnet	0	3
en bande / bandenmässiger	0	0
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	153	167
Escroquerie / Betrug	6	16

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen	2021	2022
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	6	16
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	0	16
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	6	0
Extorsion / Erpressung	0	14
avec violence ou menace d'un danger imminent / mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr	0	0
Extorsion – tentative / Erpressung – Versuch	0	6
Recel / Hehlerei	13	8

Contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich	2021	2022
Diffamation / Üble Nachrede	4	7
Calomnie / Verleumdung	0	3
Injure / Beschimpfung	48	66
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	9	5
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	2	4

Contre la liberté / gegen die Freiheit	2021	2022
Menaces / Drohung	50	68
Contrainte / Nötigung	5	12
dont tentative / Versuch	0	1
Séquestration / Freiheitsberaubung	0	3
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	63	96
tentative / Versuch	1	1

Contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität	2021	2022
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / sexuelle Handlungen mit Kindern	15	11
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / Schändung	1	3
Contrainte sexuelle / Sexuelle Nötigung	7	9
Viol / Vergewaltigung	7	2
Exhibitionnisme / Exhibitionismus	0	0
Pornographie / Pornographie	16	38
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / Unzüchtige Belästigung	1	9
Inceste / Inzest	0	0

Créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen	2021	2022
Incendie intentionnel / Brandstiftung	17	32
tentative / Versuch	1	6
complicité / Gehilfenschaft	0	0
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	8	7
Explosion / Verursachung einer Explosion	2	10
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht	2021	2022
Fabrication de fausse monnaie / Geldfälschung	0	1
Mise en circulation de fausse monnaie / In Umlaufsetzen falschen Geldes	1	1
Imitation de billets de banque sans dessein de faux /	0	0

Faux dans les titres / Urkundenfälschung	2021	2022
Faux dans les titres / Urkundenfälschung	1	2
Faux dans les certificats / Fälschung von Ausweisen	4	23

Contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden	2021	2022
Entrave à la circulation publique / Störung des öffentlichen Verkehrs	0	0
Entrave au service des chemins de fer / Störung des Eisenbahnverkehrs	0	1
Entrave aux services d'intérêt général / Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen	0	0
Actes préparatoires délictueux / Strafbare Vorbereitungshandlungen	0	1
Emeute / Aufruhr	0	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / Störung der Glaubens- und Kulturfreiheit	0	0
Discrimination raciale / Rassendiskriminierung	0	0
Atteinte à la paix des morts / Störung des Totenfriedens	0	0

Contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt	2021	2022
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte	16	11
Empêchement d'accomplir un acte officiel / Hinderung einer Amtshandlung	43	26
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	0	0
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / Bruch amtlicher Beschlagnahme	0	0

Contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege	2021	2022
Dénonciation calomnieuse / Falsche Anschuldigung	4	1
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	4	3
Entrave à l'action pénale / Begünstigung	0	0
Faux témoignage / Falsches Zeugnis	0	0
Faire évader des détenus / Befreiung von Gefangenen	0	0

1.1.2.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

Sur les stupéfiants / Betäubungsmittel	2021	2022
Crimes et délits / Verbrechen und Vergehen	174	205
Contraventions / Übertretungen	37	35
Cas bénins / Leichter Fall	137	170

Sur la circulation routière / Strassenverkehr	2021	2022
Vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch	26	29
dont tentative / Versuch	0	0
Conduite sans permis / Fahren ohne Führerausweis	58	61
Conduite en état d'incapacité / Fahren in fahruntüchtigem Zustand	17	21
Violation des devoirs en cas d'accident / Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall	3	6
Contraventions diverses / Verschiedene Übertretungen	213	238
sur les étrangers / Ausländerinnen und Ausländer	25	9
sur les armes / Waffen	31	31
sur le transport des voyageurs / Gesetz über die Personenbeförderung	152	165
sur la police des chemins de fer / Eisenbahnpolizei	5	16
sur la navigation intérieure / Binnenschifffahrt	0	0
sur la protection des animaux / Tierschutz	0	0
sur la protection des eaux / Gewässerschutzgesetz	0	0
sur les autres lois fédérales / andere Bundesgesetze	8	5

Lois cantonales / kantonale Gesetze	2021	2022
sur les établissements publics et la danse / öffentliche Gaststätten und Tanz	0	0
sur la pêche et la chasse / Fischerei und Jagd	0	0
d'application du CP / EGStGB	2	0
d'application du CC / EGZGB	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / Spielapparate und Spielsalons	0	0
autres lois cantonales / andere kantonale Gesetze	103	119

1.1.2.8 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs / Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide

1.1.2.8.1 Jugements / Urteile

Mesures de protection / Schutzmassnahmen	2021	2022
Surveillance / Aufsicht	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	1	3
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der persönlichen Betreuung	1	3
Placement familial / Unterbringung in einer geeigneten Familie	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / Unterbringung in einer offenen Einrichtung	0	2
Placement dans un établissement d'éducation fermé / Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung	0	2
Maintien dans une maison d'éducation / Beibehaltung in einem Erziehungsheim	0	0
Changement de mesure / Änderung der Massnahme	0	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	0	1
Accompagnement / Begleitung	3	1

Peines / Strafen	2021	2022
Réprimande / Verweis	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / Bedingter Verweis	0	0
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	0	0
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	0	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	1	0
Amende avec sursis / Bedingte Busse	1	0
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	0	0
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	0	0
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	2	2
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	1
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	0	1
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	0	0

Cumuls / Verbindung	2021	2022
Peine + peine / Strafe + Strafe	0	0
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	16	56
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	0
Exemption de peine / Strafbefreiung	0	0
Acquittement / Freispruch	13	59

1.1.2.8.2 Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2021	2022
Inscription au casier judiciaire / Eintragung ins Strafregister	21	20
Radiation du casier judiciaire / Löschung im Strafregister	0	0
Révocation du sursis / Widerruf des bedingten Strafvollzugs	1	1
Renonciation à révoquer le sursis / Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs	0	8
Prolongation du délai d'épreuve / Verlängerung der Probezeit	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire / Verweigerung der Löschung im Strafregister	0	0
Libération conditionnelle accordée / Bedingte Freilassung gewährt	0	0
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	0	0
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	2	4
Fin d'accompagnement / Beendigung der Begleitung	0	6

Conversions / Umwandlungen	2021	2022
Conversion d'amende en privation de liberté / Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug	7	15
Conversion prestation personnelle en amende / Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse	20	11
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug	3	1
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung	2	0
Demande conversion amende en prestation personnelle / Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung	4	3

1.1.2.8.3 Ordonnances pénales / Strafbefehle

Mesures de protection / Schutzmassnahmen	2021	2022
Surveillance / Aufsicht	0	1
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	1	4
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	5	2
Maintien en maison d'éducation	2	0
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	5	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	0	3
Accompagnement / Begleitung	4	2
Peines / Strafen	2021	2022
Réprimande / Verweis	73	46
Amende avec sursis / Bedingte Busse	33	86
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	5	22
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	225	317
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	147	134
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	57	56
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	54	62
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	21	34
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	59	51
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	4	2
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	3	4
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	0	2
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	6	4
Cumuls / Verbindung	2021	2022
Peine + peine / Strafe + Strafe	12	13
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	11	8
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	13